

AVIS D'APPEL D'OFFRES

13 AOÛT 2025

Avis d'Appel d'Offres National Ouvert N° ⁰¹⁴...../AONO/CS/SIGAMP/CDPM/2025 du, « en procédure d'urgence », pour les travaux d'entretien de la Route Communale C1009017: Carrefour Avebe Esse – Carrefour Moneko'o – Nkoletoto'o (22,10 km)

1. Objet de l'Appel d'Offres

Dans le cadre de la mise en œuvre du programme d'entretien routier pour l'exercice budgétaire 2025, le Préfet du Département du Dja et Lobo, Autorité Contractante, lance, en procédure d'urgence, un Appel d'Offres National Ouvert, pour les travaux d'entretien de la Route Communale C1009017: Carrefour Avebe Esse – Carrefour Moneko'o – Nkoletoto'o (22,10 km)

2. Consistance des travaux

Les travaux comprennent notamment :

- Installations ;
- Terrassements ;
- Emprise-chaussée-assainissement ;
- Chaussée

3. Tranches/Allotissement

Les travaux sont exécutés en une tranche.

4. Coût prévisionnel

Le coût prévisionnel de l'opération à l'issue des études préalables est de 80 000 000 (quatre-vingts millions) FCFA TTC

5. Délai prévisionnel d'exécution

Le délai maximum prévu par le Maître d'Ouvrage pour l'exécution des travaux objet du présent Appel d'Offres est de 04 (quatre) mois calendaires. Ce délai court à compter de la date de notification de l'Ordre de Service de commencer les travaux.

6. Participation et origine

La participation au présent Appel d'Offres est ouverte aux entreprises de droit Camerounais.

7. Financement

Les travaux objet du présent Appel d'Offres sont financés sur ressources du Fonds Routier, du Ministère des Travaux Publics (MINTP) de l'exercice 2025.

8. Mode de soumission

Le mode de soumission retenu pour cette consultation est : hors ligne.

9. Cautionnement de soumission

Chaque soumissionnaire doit joindre à ses pièces administratives un cautionnement de soumission timbré, acquitté à la main, délivré par un organisme ou une institution financière agréée par le Ministre chargé des finances pour émettre les cautions dans le domaine des marchés publics, dont la liste figure dans la pièce 14 du DAO, et dont le montant s'élève à 1 600 000 (un million six cent mille)

FCFA et valable jusqu'à trente (30) jours au-delà de la date initiale de validité des offres. L'absence de la caution de soumission délivrée par une banque de premier ordre ou un organisme financier de première catégorie autorisée par le Ministre des finances, pour émettre les cautions dans le domaine des marchés publics, entraînera le rejet pur et simple de l'offre. Une caution de soumission produite, mais n'ayant aucun rapport avec la consultation concernée est considérée comme absente. La caution de soumission présentée par un soumissionnaire au cours de la séance d'ouverture des plis est irrecevable.

Les cautionnements présentés dans le cadre des marchés publics, sont constitués des titres émis par les établissements financiers agréés et des récépissés de consignation délivrés par la CDEC (Caisse des Dépôts et Consignations).

10.Consultation du Dossier d'Appel d'Offres

Le dossier physique peut être consulté gratuitement à l'Hôtel de Ville de Sangmelima, bureau de la Structure Interne de Gestion Administrative des Marchés Publics (SIGAMP) téléphone 677 51 75 97 /659 18 94 15, aux heures ouvrables, dès publication du présent avis.

Il peut également être consulté **en ligne sur la plateforme COLEPS aux adresses <http://www.marchespublics.cm> et <http://www.publiccontracts.cm>**, sur le site internet de l'ARMP (www.armp.cm).

11.Acquisition du Dossier d'Appel d'Offres

La version physique du dossier d'appel d'offres peut être obtenue au bureau de la Structure Interne de Gestion Administrative des Marchés Publics (SIGAMP), téléphone 677 51 75 97/659 18 94 15, aux heures ouvrables, dès publication du présent avis, contre versement d'une somme non remboursable des frais d'achat du DAO de 75 000 (soixante-quinze mille) Francs CFA, payable à la Recette Municipale de Sangmelima.

Il est également possible d'obtenir la version électronique du dossier par téléchargement gratuit aux adresses sus indiquées pour la version électronique. Toutefois, la soumission par voie physique ou électronique est conditionnée par le paiement des frais d'achat du DAO.

12.Remise des offres

L'offre en sept (07) exemplaires, dont un (01) original et six (06) copies marquées comme tels, devra parvenir au bureau de la SIGAMP ou au bureau du courrier de la Commune de Sangmelima, **au plus tard le 13 AOUT 2025** à 14h et devra porter la mention **APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT N°...../AONO/CS/SIGAMP/CDPM/2025 DU 13 AOUT 2025 « EN PROCEDURE D'URGENCE » POUR LES TRAVAUX D'ENTRETIEN DE LA ROUTE COMMUNALE C1009017: CARREFOUR AVEBE ESSE – CARREFOUR MONEKO'O – NKOLETOTO'O (22,10 KM)**

« A n'ouvrir qu'en séance de dépouillement »

13.Recevabilité des plis

Les pièces administratives, l'offre technique et l'offre financière doivent être placées dans des enveloppes différentes séparées et remises sous pli scellé.

Seront irrecevables par le Maître d'Ouvrage :

- les plis portant les indications sur l'identité du soumissionnaire ;
- les plis parvenus postérieurement aux dates et heures limites de dépôt ;
- les plis non-conformes au mode de soumission ;
- les plis sans indication de l'identité de l'Appel d'Offres ;
- le non-respect du nombre d'exemplaires indiqué dans le RPAO ou offre uniquement en copies.

Toute offre incomplète conformément aux prescriptions du Dossier d'Appel d'Offres sera déclarée irrecevable. Notamment l'absence de la caution de soumission délivrée par un organisme ou une institution financière agréée par le Ministre en charge des finances pour émettre les cautions dans le domaine des marchés publics ou le non-respect des modèles des pièces du Dossier d'Appel d'Offres, entraînera le rejet pur et simple de l'offre sans aucun recours.

14. Ouverture des plis

L'ouverture des plis se fait en un temps et aura lieu le 12 SEP 2025 à 15 heures par la Commission Départementale des Marchés Publics du Dja et Lobo (CDPM), dans la salle de réunions de la CDPM, sise à l'Hôtel des Finances de Sangmelima.

Seuls les soumissionnaires peuvent assister à cette séance d'ouverture ou s'y faire représenter par une seule personne de leur choix dûment mandatée, même en cas de groupement d'entreprises.

Sous peine de rejet, les pièces du dossier administratif requises doivent être produites en originaux ou en copies certifiées conformes par le service émetteur ou l'autorité administrative compétente; conformément aux dispositions du Règlement Particulier de l'Appel d'Offres. Elles doivent dater de moins de trois (03) mois ou avoir été établies postérieurement à la date de signature de l'Avis d'Appel d'Offres

En cas d'absence ou de non-conformité d'une pièce du dossier administratif lors de l'ouverture des plis, après un délai de 48 heures accordé par la Commission, l'offre sera rejetée.

15. Critères d'évaluation

Les critères d'évaluation sont de deux types : les critères éliminatoires et les critères essentiels.

15.1 Critères éliminatoires

Les critères éliminatoires fixent les conditions minimales à remplir pour être admis à l'évaluation selon les critères essentiels. Ils ne doivent pas faire l'objet de notation. Le non-respect de ces critères entraîne le rejet de l'offre du soumissionnaire.

Il s'agit notamment :

- de l'absence du cautionnement de soumission à l'ouverture des plis;
- de la non -production au-delà du délai de 48 h après l'ouverture des plis, d'une pièce du dossier administratif jugée non conforme ou absente lors de l'ouverture des plis, (excepté le cautionnement de soumission);
- des fausses déclarations, manœuvres frauduleuses ou des pièces falsifiées ;
- du non-respect de 21 critères essentiels (21 critères renvoyant au seuil de qualification des offres techniques) ;
- de l'absence de la déclaration sur l'honneur de non abandon des chantiers au cours des trois dernières années ;
- de la présence d'un agent public, dans la liste du personnel, sans preuve de sa mise en disponibilité
- de l'absence d'un prix unitaire quantifié dans l'Offre financière ;
- de l'absence d'un élément de l'offre financière (la soumission, les BPU, le DQE) ;
- de l'absence de la charte d'intégrité datée et signée ;
- de l'absence de la déclaration d'engagement au respect des clauses environnementales et sociales datée et signée ;

- de l'absence des preuves d'acceptations des conditions du marché (Les soumissionnaires devront présenter les copies dûment paraphées et signées avec la mention « lu et approuvé », des offres administratives et technique et notamment) : Le Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) et Les Cahiers des Clauses Techniques Particulières (CCTP).

15.2. Critères essentiels

Les critères essentiels à la qualification des soumissionnaires porteront sur :

- la présentation de l'offre (oui/non);
- les références du soumissionnaire (oui/non);
- la capacité financière (l'accès à une ligne de crédit ou autres ressources financières, le chiffre d'affaires, attestation de solvabilité financière) (oui/non);
- la qualification et l'expérience du personnel (oui/non);
- les moyens logistiques (oui/non);
- la méthodologie (oui/non).

16. Attribution

L'Autorité Contractante attribue le marché au soumissionnaire ayant présenté une offre remplissant les critères de qualification technique et financière requis, **dont l'offre est évaluée la moins-disante** en incluant le cas échéant les remises proposées.

17. Nombre maximum de lots :

Sans objet

18. Durée de validité des offres

Les soumissionnaires restent engagés par leur offre pendant **90 jours** à partir de la date limite initiale fixée pour la remise des offres.

19. Renseignements complémentaires

Les renseignements complémentaires peuvent être obtenus aux heures ouvrables, au bureau de la Structure Interne de Gestion Administrative des Marchés Publics (SIGAMP), téléphone 677 51 75 97/659 18 94 15 dès publication du présent avis.

20. Lutte contre la corruption et les mauvaises pratiques

Pour toute dénonciation pour des pratiques, faits ou actes de corruption ou faits de mauvaises pratiques, bien vouloir appeler la CONAC au numéro 1517, l'Autorité chargée des Marchés Publics (MINMAP) (SMS ou appel) aux numéros : (+237) 673 20 57 25 et 699 37 07 48, l'ARMP au numéro ... ou le MO au numéro de téléphone : 699 89 42 03.

Sangmelima, le **13 AOÛT 2025**

LE PREFET
(AUTORITE CONTRACTANTE)

Copies :

- Le Maire (Maître d'Ouvrage)
- Autorité chargée des Marchés Publics (MINMAP)
- ARMP ;
- Président CDPM/DL ;
- Affichage / chrono



Damien Owona
Administrateur Civil Principal

TENDER NOTICE

13 AOÛT 2025

TENDER NOTICE FOR OPEN NATIONAL INVITATION TO TENDER NO. 014/ONIT/SC/ISAMPC/DTB/2025 OF [.....] "IN EMERGENCY PROCEDURE" FOR THE MAINTENANCE OF THE COUNCIL ROAD C1009017: CARREFOUR AVEBE ESSE – CARREFOUR MONEKO'O – NKOLETOTO'O (22,10 KM)

1. Subject of the invitation to tender

Within the framework of the execution of the Public Investment Budget of the year 2025, the Senior Divisional Officer of Dja and Lobo Division, contracts Authority, hereby launches "in emergency procedure", an Open National Invitation to Tender, for the maintenance of the Council Road: C1009017: Carrefour Avebe Esse – Carrefour Moneko'o – Nkoletoto'o (22,10 km)

2. Nature of works

Works comprise especially:

- Installation ;
- Earth works ;
- sanitation ;
- Road works

3. Tranches/Allotment

The works will be executed in **one tranche**.

4. Estimated cost

The estimated cost of the operation following preliminary studies is **80, 000, 000 (eighty million) CFAF**.

5. Estimated execution deadline

The maximum time frame provided for by the Project Owner is **04 (four) calendar months**. This time frame shall run from the date of notification of the administrative order to commence the works.

6. Participation and origin

Participation in this invitation to tender is open to Cameroonians enterprises.

7. Funding

The works under this invitation to tender shall be financed with the resources of Fonds Routier of the Ministry of Publics Works (MINPW) of 2025 financial year budget.

8. Bidding method

The mode of submission selected for this **consultation is offline**.

9. Bid bond

Each bidder must include in his administrative documents, a hand-endorsed and stamped bid bond, issued by a financial body or institution approved by the Minister in charge of finance to issue bonds for public contracts and whose list appears in document 14 of the Tender File (TF), of an amount of **1,600,000 (one million six hundred thousands) CFAF** and valid up to thirty (30) days beyond the initial date limit of the validity of bids. The absence of the bid bond issued by a first-rate bank or financial body of first category authorised by the Minister in charge of Finance to issue bonds for public contracts shall lead to the immediate rejection of the offer. A bid bond submitted but that does not have any relation with the consultation concerned shall be considered as absent. The bid bond presented by a tenderer at the bid opening session shall not be accepted.

The bid bond will be joined with the receipt of CDEC (Caisse des Dépôts et des Consignations)

10. Consultation of Tender File

The hard copy of the file may be consulted free of charge during working hours at Sangmelima Hotel de Ville, office of Internal Structure of Administrative Management of Public Contracts (ISAMPC), Tél.; 677 51 75 97/659 18 94 15, as soon as this notice is published.

It may equally be consulted **online on the COLEPS platform at the following addresses:**

<http://www.marchespublics.cm> and <http://www.publiccontracts.cm> on the ARMP website (www.armp.cm).

11. Acquisition of tender file

The hard copy of the file may be obtained from office of Internal Structure of Administrative Management of Public Contracts (ISAMPC), Tél.; 677 51 75 97/659 18 94 15, as soon as this notice is published against payment of a non-refundable sum of **75, 000 (seventy-five thousands) CFA Francs**, payable at the Recette Municipale of Sangmelima.

It is equally possible to obtain the electronic version of the Tender File by downloading it free of charge through the addresses indicated above. However, offline or online submission is subject to the payment of Tender File purchase fees

12. Submission of bids

Each bid shall be drafted in English or French.

For submission off line, the offer in seven (7) copies including one (01) original and six (6) copies marked as such, should reach at the office of ISAMPC or at the Mail office of Sangmelima Council no later than [.....] at [.....] and should carry the indication:

TENDER NOTICE FOR OPEN NATIONAL INVITATION TO TENDER NO. 019/ONIT/SC/ISAMPC/DTB/2025 OF [.....] "IN EMERGENCY PROCEDURE" FOR THE MAINTENANCE OF THE COUNCIL ROAD C1009017: CARREFOUR AVEBE ESSE – CARREFOUR MONEKO'O – NKOLETOTO'O (22,10 KM)

"To be opened only during the bid-opening session"

13. Admissibility of bids

The administrative documents, the technical offer and the financial offer must be placed in separate envelopes and submitted in a sealed envelope.

The Project Owner shall not accept:

- Bids bearing information on the identity of the tenderers;
- Bids submitted after the closing date and time for submission of bids;
- Envelopes without indication on the identity of the Invitation to Tender;
- Bids non-compliant with the bidding mode;
- Failure to comply with the number of copies specified in the RPAO or offer in copies only;

Any incomplete offer in accordance with the prescriptions of the Tender File shall be declared inadmissible. Especially the absence of a bid bond issued by a financial body or institution approved by the Minister in charge of Finance to issue bonds for public contracts or the failure to comply with the model documents of the Tender File shall lead automatically to the rejection of the bid without any other procedure.

14. Opening of bids

The bids shall be opened in single phase and shall take place on a 15th by Divisional Tender Board in the meeting hall of the Hotel des Finances at Sangmelima.

Only tenderers may attend this opening session or be represented by a person of their choice, duly authorised, even in case of a group of companies.

Under pain of being rejected, the required administrative documents must be submitted in originals or copies certified by the issuing service or the relevant administrative authority, in accordance with the provisions of the Special Regulations of the invitation to tender. They shall be no later than 3

(three) months old from the original deadline for the submission of tenders or must have been issued after the date of signature of the Tender Notice.

In case of absence or non-conformity of a document in the administrative file during the opening of bids, after a 48(forty-eight) hours deadline granted by the Board, the file shall be rejected.

15. Evaluation criteria

Evaluation criteria are of two types: the eliminatory criteria and essential criteria.

15.1 Eliminatory criteria

The eliminatory criteria set the minimum conditions to be fulfilled in order to be admitted to evaluation following the essential criteria. They should not be the subject of notation. The failure to comply with these criteria shall lead to the rejection of the bidder's offer

The eliminatory criteria include:

- Absence of bid bond at the opening of bids;
- Failure to submit, beyond the 48(forty-eight) hours deadline after the opening of bids, a document of the administrative file deemed non-compliant or absent (except the bid bond);
- False declarations, fraudulent schemes or forged documents;
- Failure to comply with 21 essential criteria (21 criteria referring to the qualification threshold of technical bids)
- Absence of the sworn statement for not having abandoned contracts during the last three years;
- Presence of a civil servant, in the list of personals, without the proof of his unavailability
- Absence of a quantified unit price in the financial offer;
- Absence of an element in the financial offer (submission, BPU, DQE);
- Absence of integrity charter dated and signed
- Absence of the dated and signed commitment statement to comply with environmental and social clauses.
- Absence of the approval of the contract conditions (the subscriber must sign the administrative (Cahier des Clauses Administratives Particulières(CCAP) and technical (Cahiers des Clauses Techniques Particulières (CCTP) , documents, after the mention « read and approved ».

15.2 Essential criteria

The essential criteria for the qualification of bidders shall focus especially on:

- The presentation of bid (yes/no);
- The bidder's references (yes/no);
- The financial capacity; (Access to a line of credit or other financial resources, turnover, attestation of financial solvency) (yes/no);
- The personnel qualification and experience; (yes/no)
- The logistic means; (yes/no)
- The methodology (yes/no)

16. Award of contract

The Contract Authority shall award the contract to the bidder whose bid meets the required technical and financial qualification criteria and whose offer was evaluated as the lowest by including as the case may be, the rebates proposed.

17. Maximum number of lots:

No subject

18. Duration of validity of bids

Bidders shall remain committed to their bids for 90 (ninety) days from the initial deadline set for the submission of bids.

19. Further information

Additional information may be obtained during working hours from the office of Internal Structure of Administrative Management of Public Contracts (ISAMPC), Tél.; 677 51 75 97/659 18 94 15, as soon as this notice is published. or online on the COLEPS platform via <http://www.marchespublics.cm> and <http://www.publiccontracts.cm>, or any other electronic communication means indicated by the Project Owner.

20. Fight against corruption and malpractices

For any denunciation of corruption attempt practices, facts or acts, please call the National Anti-Corruption Commission (NACC) on 1517, the Authority in charge of Public Contracts (MINMAP) (SMS or call) on (+237) 673 20 57 25 and 699 37 07 48, the ARMP on or the PO phone number: 699 89 42 03

Sangmelima, on, **13 AOUT 2025**

THE SENIOR DIVISIONAL OFFICER
(Contract Authority)

Copies:

- *The Mayor (Project Owner)*
- *Authority in charge of Public Contracts (MINMAP);*
- *ARMP;*
- *Chairperson of the T B concerned;*
- *Notice board/file*



Damien Owono
Administrateur Civil Principal